

# LES MARDIS D'IFRI



« Annapolis et après »

**Elie BARNAVI**

**Ancien Ambassadeur d'Israël à Paris**

**Déjeuner Débat, 29 Janvier 2008**

Compte-rendu : Cécile KEREBEL, Chercheur, Ifri Bruxelles

## **L'histoire d'Annapolis est mal engagée**

Elie Barnavi a commencé par donner une lecture pessimiste de la Conférence d'Annapolis (Maryland) qui a rassemblé Israéliens et Palestiniens aux Etats-Unis le 27 novembre 2007. Dans une déclaration commune, les autorités israéliennes et palestiniennes se sont engagées devant la communauté internationale à reprendre sans délai des négociations de paix sur l'ensemble des questions concernant le statut final et à s'efforcer de parvenir à un accord avant la fin 2008. Pour Elie Barnavi, l'histoire d'Annapolis est mal engagée pour plusieurs raisons : elle est la résultante d'une conjonction de faiblesses, elle s'inscrit dans une situation moyen-orientale paradoxale et elle ne propose aucun mécanisme de contrôle ni de cadre diplomatique imposé.

## **Une conjonction de faiblesses**

Pour qu'une négociation soit menée utilement, il faut que les protagonistes soient en position de force. Or, aucun ne l'est. Le Président Bush qui s'est, dans un premier temps, dégagé des affaires du Proche-Orient dans la croyance que l'acquisition d'une position de force à Bagdad permettrait ensuite de négocier à Jérusalem, est très affaibli aussi bien aux Etats-Unis que sur la scène internationale et, de toute façon, sur le départ. Sur place, les protagonistes sont dans un état d'extrême faiblesse. Israël est certes un Etat de droit qui fonctionne convenablement, mais son gouvernement, lui, fonctionne mal, avec une coalition branlante. Le Premier ministre Ehoud Olmert est arrivé au pouvoir par hasard, grâce à la défaillance d'Ariel Sharon. Il est habile tacticien, mais sans doute pas le stratège dont le processus de paix a besoin. De plus, il est constamment empêtré dans des affaires juridiques. Enfin, sa coalition gouvernementale menace de se disloquer à chaque instant. Ni l'homme ni la coalition gouvernementale ne sont en mesure de faire la paix. Du côté palestinien, l'absence d'Etat révèle une faiblesse plus tragique encore. La société

palestinienne est en crise, puisqu'il y a aujourd'hui deux préfigurations d'Etat au bord de la guerre civile.

Les Etats arabes jouent également un rôle à la marge. La Ligue arabe ne vaut pas grand-chose politiquement. Mais un consensus s'est dessiné autour des propositions du Roi Abdallah : les Etats sunnites « modérés » (l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Jordanie...) cherchent à contrer la puissance iranienne chiite et rejoignent en ce sens les intérêts d'Israël qui, du coup, n'est plus considéré comme l'ennemi prioritaire.

### **Le paradoxe d'une solution connue**

Elie Barnavi a ensuite souligné l'un des paradoxes de la situation au Proche-Orient : à force de tester différentes possibilités, tous les protagonistes savent désormais ce qu'il faut faire pour aboutir à la paix. La reconnaissance d'un Etat palestinien viable, la rétrocession d'une partie de l'Etat israélien, la division de Jérusalem, une solution raisonnable au problème des réfugiés, font partie des « recettes » à mettre en œuvre. Les Israéliens doivent accepter le démantèlement de la plupart des colonies et renoncer à une partie de Jérusalem, ce que Ehoud Olmert est prêt à faire, de même que l'opinion publique. Les Palestiniens doivent renoncer au droit au retour qui n'est pas acceptable pour les Israéliens quel que soit le gouvernement au pouvoir. L'échec des négociations tient à l'incapacité de part et d'autre de se mettre à la place de l'autre et de voir ses véritables « lignes rouges ».

### **Le manque de mécanisme de contrôle**

L'accord d'Oslo a finalement échoué pour deux raisons : il ne fixait pas de but au processus enclenché ; et il ne prévoyait aucun mécanisme de contrôle. Les deux camps ont été livrés à eux-mêmes, ce qui a laissé le champ libre à l'expression des extrémistes des deux bords. D'après Elie Barnavi, il faut impérativement instaurer un régime de contrôle rigoureux

accompagné d'un mécanisme de sanctions pour avoir une chance d'établir la paix. La Conférence d'Annapolis a réitéré la même erreur : elle n'a débouché que sur une vague promesse d'aboutir à la paix d'ici à la fin 2008, sans prévoir aucun contrôle ni aucune sanction.

### **L'erreur du Président Clinton**

Le Président Clinton est sans aucun doute le Président américain à s'être le plus investi dans le processus de paix au Moyen-Orient. Mais il a commis une double erreur à Camp David. D'une part, la rencontre était fort mal préparée : Bill Clinton aurait dû impliquer les Etats arabes afin que Yasser Arafat se sente moins isolé – ce dernier a dit avoir eu l'impression d'être piégé. D'autre part, le Président américain aurait dû être plus ferme dès le départ et refusé toute éventualité d'échec. Son plan de règlement, les « paramètres Clinton », a été proposé trop tard.

Pour conclure, Eli Barnavi a averti l'auditoire de ne pas se montrer trop impatient quant aux résultats d'Annapolis. A moins que la communauté internationale ne se ressaisisse, il ne pense pas qu'un Etat palestinien viable puisse voir le jour d'ici à la fin de l'année, ni, ce qui revient au même, qu'advienne la paix entre Israéliens et Palestiniens.